Numéro du rôle : 5481
Arrêt n° 143/2014 du 9 octobre 2014

A R R E T

En cause : le recours en annulation de la loi du 11 avril 2012 modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services en ce qui concerne les dérogations autorisées, introduit par la SPRL « Arpit » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents A. Alen et J. Spreutels, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président A. Alen,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* *

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 13 septembre 2012 et parvenue au greffe le 14 septembre 2012, un recours en annulation de la loi du 11 avril 2012 modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services en ce qui concerne les dérogations autorisées (publiée au *Moniteur belge* du 27 avril 2012, deuxième édition) a été introduit par la SPRL « Arpit », l'entreprise individuelle « Night Walker » et la SPRL « Neelam », assistées et représentées par Me F. van Swygenhoven et Me H. Lamon, avocats au barreau de Hasselt.

Par arrêt interlocutoire n° 113/2013 du 31 juillet 2013, publié au *Moniteur belge* du 21 octobre 2013, la Cour a décidé de suspendre l'examen de la présente affaire jusqu'à ce que la Cour ait répondu à la question préjudicielle posée dans l'affaire n° 5232.

Par arrêt interlocutoire n° 119/2012 du 18 octobre 2012, la Cour a posé à la Cour de justice de l'Union européenne une question préjudicielle dans l'affaire n° 5232.

Par arrêt du 8 mai 2014 dans l'affaire C-483/12, la Cour de justice de l'Union européenne a répondu à la question.

Par ordonnance du 18 juin 2014, la Cour a rouvert les débats et fixé l'audience au 9 juillet 2014, après avoir invité les parties à exposer, dans un mémoire complémentaire qui pouvait être introduit au plus tard le 7 juillet 2014 et dont elles feraient parvenir une copie aux autres parties dans le même délai, leurs observations éventuelles à la suite de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 8 mai 2014 précité.

Des mémoires complémentaires ont été introduits par :

- les parties requérantes;
- la SPRL « Kisado », la SPRL « Jetta », la SPRL « Chiandro » et la SPRL « FRM Mobility Center Restoshop », assistées et représentées par Me H. Van Gompel et Me K. Vaes, avocats au barreau de Hasselt;
- le Gouvernement wallon, assisté et représenté par Me E. Lemmens, avocat au barreau de Liège;
- le Conseil des ministres, assisté et représenté par Me J.-F. De Bock et Me V. De Schepper, avocats au barreau de Bruxelles.

A l'audience publique du 9 juillet 2014 :

- ont comparu :
 - . Me F. Van Swygenhoven, qui comparait également *loco* Me H. Lamon, pour les parties requérantes;

. Me K. Vanthoor, avocat au barreau de Hasselt, *loco* Me H. Van Gompel et Me K. Vaes, pour la SPRL « Kisado », la SPRL « Jetta », la SPRL « Chiandro » et la SPRL « FRM Mobility Center Restoshop »;

. Me V. De Schepper, qui comparaisait également *loco* Me J.-F. De Bock, pour le Conseil des ministres;

. Me E. Kiehl, avocat au barreau de Liège, *loco* Me E. Lemmens, pour le Gouvernement wallon;

- les juges-rapporteurs T. Merckx-Van Goey et J.-P. Moerman ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *En droit*

- A -

A.1. Les parties requérantes, qui invoquent leur qualité d'exploitantes de magasin de nuit, demandent l'annulation totale de la loi du 11 avril 2012 modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services en ce qui concerne les dérogations autorisées (ci-après : la « loi du 11 avril 2012 »).

Elles invoquent un moyen unique, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution et des « libertés fondamentales, formulées en particulier dans les articles 7 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et dans les articles 9, 15 et 26, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ».

Elles dénoncent le fait que la loi du 11 avril 2012 attaquée vise à autoriser certaines formes d'entreprises à déroger aux règles concernant les heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services. A cet égard, il est créé une différence de traitement injustifiée entre des personnes privées, alors que le principe d'égalité exige que toutes les personnes qui se trouvent dans une même situation doivent être traitées de la même manière.

Les parties requérantes soutiennent qu'une station d'essence qui n'est pas située sur une autoroute peut désormais invoquer la disposition dérogatoire modifiée pour exploiter une boutique, sans la moindre limitation en termes d'offre, de surface et d'heures d'ouverture.

Par le passé, pour justifier les limitations prévues à l'égard des magasins de nuit, il était systématiquement fait référence aux nuisances éventuelles que ceux-ci causeraient. Aujourd'hui, le législateur n'impose aucune restriction de ce type aux boutiques de station d'essence, bien que le risque de nuisances soit le même.

A.2. La SPRL « Kisado », la SPRL « Jetta », la SPRL « Chiandro » et la SPRL « FRM Mobility Center Restoshop », parties intervenantes, font valoir que l'article 16, § 2, originaire, de la loi du 10 novembre 2006 prévoyait déjà cinq catégories d'exceptions, dont les stations d'essence visées à l'article 16, § 2, c), de cette loi.

La loi attaquée confirme ces exceptions et met un terme à plusieurs discussions relatives à l'interprétation du texte légal. Cette loi n'est pas à l'origine de la différence de traitement dénoncée. Elle vise à donner quelques précisions, et plus particulièrement à définir comment le seuil de 50 % du chiffre d'affaires doit être déterminé pour qu'il puisse être question d'une activité principale, mais les parties requérantes n'ont formulé aucun grief à cet égard.

Pour les parties intervenantes, les parties requérantes ne peuvent prétendre à une égalité de traitement. Les activités des magasins de nuit et celles des stations d'essence sont en tous cas différentes.

L'affirmation selon laquelle les nuisances des magasins de nuit et celles des stations d'essence seraient équivalentes n'est pas étayée, selon les parties intervenantes. Dans les travaux préparatoires relatifs à la loi du 10 novembre 2006, il était, au contraire, uniquement question de nuisances causées par des magasins de nuit et c'est la raison pour laquelle le législateur a prévu la possibilité pour les communes d'édicter des modalités en ce qui concerne les heures d'ouverture des magasins de nuit.

Les parties intervenantes estiment qu'il ne s'agit pas de situations égales et qu'un examen de la justification objective et raisonnable de la différence de traitement n'est en principe pas nécessaire. L'article 16, § 2, de la loi du 10 novembre 2006 traite en tout cas de groupes de produits spécifiques dont le législateur pouvait juger, de manière discrétionnaire, qu'ils justifiaient des dérogations concernant les heures de fermeture et le repos dominical. Le législateur poursuivait en tout état de cause un objectif légitime.

A.3. Le Gouvernement wallon affirme que la loi du 11 avril 2012 a uniquement pour but de remédier à l'insécurité juridique qui était née de divergences dans la jurisprudence quant au mode de calcul des 50 % du chiffre d'affaires annuel pour les catégories d'entreprises visées à l'article 16, § 2, de la loi du 10 novembre 2006. Il observe que les parties requérantes ne formulent aucun grief à l'encontre du mode de calcul de ce chiffre d'affaires.

Selon le Gouvernement wallon, il a déjà été répondu à la critique formulée par les parties requérantes, lors des travaux préparatoires de la loi du 10 novembre 2006. Par ailleurs, leur critique subsisterait après une annulation de la loi du 11 avril 2012 présentement attaquée.

A titre subsidiaire, le Gouvernement wallon soutient que les magasins de nuit ne sont comparables à aucune des catégories d'entreprises visées à l'article 16, § 2, de la loi du 10 novembre 2006, qui vendent des produits spécifiques.

Le Gouvernement wallon estime en outre que la loi du 11 avril 2012 attaquée poursuit un but légitime consistant à remédier à l'insécurité juridique et que le législateur pouvait tenir compte des nuisances que les magasins de nuit causent parfois. Les parties requérantes affirment à tort qu'en 2012, le législateur a uniquement tenu compte des nuisances à proximité des magasins de nuit.

Selon le Gouvernement wallon, le législateur a en revanche voulu tenir compte des divergences dans la jurisprudence, des besoins et de l'évolution socio-économique de la société.

A.4. Le Conseil des ministres fait valoir qu'un magasin de nuit et une boutique de station d'essence ne se trouvent pas dans des situations comparables, en ce qui concerne les heures de fermeture et le jour de repos hebdomadaire, en raison de leurs offres de produits et de leurs localisations.

A titre subsidiaire, le Conseil des ministres soutient que la différence de traitement est fondée sur un critère objectif et qu'il est légitime de vouloir chercher un équilibre entre les intérêts des consommateurs et le bien-être des travailleurs dans le secteur concerné.

Selon le Conseil des ministres, la différence de traitement qui découle de la loi du 10 novembre 2006 est pertinente et proportionnée à l'objectif poursuivi. Le Conseil des ministres renvoie, à cet égard, à l'arrêt n° 35/92 du 7 mai 1992 et en déduit que la Cour a déjà jugé que le critère de la localisation d'un point de vente dans ou en-dehors du domaine des autoroutes était justifié.

A.5. Les parties requérantes répondent que, contrairement à ce que le Conseil des ministres affirme, ce n'est pas une différence de traitement par rapport aux stations d'essence sur les autoroutes qui est en cause en l'espèce.

Les parties requérantes soulignent qu'un certain nombre de conditions qui pouvaient encore être considérées comme pertinentes dans la loi du 10 novembre 2006 ont été supprimées par la loi du 11 avril 2012, attaquée, de sorte qu'il existe désormais une différence de traitement injustifiée.

Il n'y a pas de raison de soumettre les magasins de nuit à des conditions plus strictes que les boutiques qui ouvrent jour et nuit, uniquement parce qu'elles sont attenantes à une station d'essence qui ne se situe pas sur une autoroute.

Il est exact que l'exploitant d'un magasin de nuit peut choisir le jour où il prendra son jour de repos hebdomadaire, mais cela ne justifie pas que l'exploitant d'une boutique attenante à une station d'essence qui n'est pas située sur une autoroute ne doive respecter aucun jour de repos.

A.6. Les parties intervenantes sont d'avis que les magasins de nuit ne se trouvent pas dans une situation similaire à celle des cinq catégories de commerces visées à l'article 16, § 2, de la loi du 10 novembre 2006, qui proposent à la vente les catégories de produits suivantes :

« a) journaux, magazines, produits de tabac et articles fumeurs, cartes téléphoniques et produits de la Loterie nationale;

b) supports d'œuvres audiovisuelles et jeux vidéo, ainsi que leur location;

c) carburant et huile pour véhicules automobiles;

d) crème glacée en portions individuelles;

e) denrées alimentaires préparées dans l'unité d'établissement et qui n'y sont pas consommées ».

Les parties intervenantes soulignent que la loi du 11 avril 2012 ne change rien aux règles prévues à l'article 6 de la loi du 10 novembre 2006, en ce qui concerne les magasins de nuit.

La vente de carburant et d'huile pour véhicules automobiles doit constituer l'activité principale pour les stations d'essence qui souhaitent bénéficier de la dérogation. En ce sens, la situation de la boutique attenante à une station d'essence est fondamentalement différente de celle d'un magasin de nuit, dont la seule activité consiste à vendre des produits d'alimentation générale et des produits ménagers.

Bien qu'il ne soit en principe pas nécessaire de chercher à justifier la différence de traitement, étant donné qu'il n'est pas question de situations identiques, les parties intervenantes déclarent que cette justification ressort déjà des travaux préparatoires relatifs à la loi du 10 novembre 2006. Cette justification reste valable *mutatis mutandis*, en ce que la loi du 11 avril 2012 contient uniquement une clarification de l'article 16, § 2, existant, de la loi précitée.

Les parties intervenantes soutiennent encore que le législateur poursuivait un objectif légitime en voulant mettre fin aux contradictions de la jurisprudence et renforcer la sécurité juridique. Il n'était nullement dans l'intention du législateur d'adopter des mesures défavorables aux magasins de nuit.

A.7. Le Gouvernement wallon fait valoir que la loi du 11 avril 2012 attaquée a uniquement pour but de préciser le mode de calcul du seuil des 50 % du chiffre d'affaires annuel et, à titre complémentaire, de supprimer quelques autres conditions (notamment en ce qui concerne la publicité et la limitation du choix des produits).

En tant que les requérants font valoir que les stations d'essence avec boutique attenante tirent un avantage de cette suppression des conditions et peuvent désormais faire de la publicité pour d'autres activités et produits et ne sont plus aussi limités que les produits qu'ils peuvent proposer à la vente, ils invoquent, selon le Gouvernement wallon, des griefs qui ne figurent pas dans la requête.

Les parties requérantes critiquent en substance une situation purement factuelle, et plus précisément la possibilité d'atteindre ou non le seuil des 50 % du chiffre d'affaires annuel.

Pour le Gouvernement wallon, les griefs formulés par les parties requérantes concernent donc soit ce seuil, qui vaut pour tous, soit une différence de traitement qui découle déjà de la loi du 10 novembre 2006.

A.8. Dans son mémoire en réplique, le Conseil des ministres constate que les parties requérantes affirment que les magasins de nuit ne sont pas les seuls à causer des nuisances pour le voisinage, mais qu'elles ne démontrent pas que les unités d'établissements dont l'activité principale consiste à vendre du carburant et de l'huile pour véhicules automobiles causent elles aussi des nuisances.

Pour le Conseil des ministres, il ressort de l'affirmation des parties requérantes que de telles unités d'établissement peuvent être localisées à proximité des magasins de nuit, et non que les deux entreprises se trouveraient dans des situations comparables.

La thèse selon laquelle les deux entreprises exercent la même activité est également erronée, selon le Conseil des ministres. L'activité principale du premier type d'entreprise consiste à vendre du carburant et de l'huile pour véhicules automobiles. Les magasins de nuit ne vendent ni du carburant ni de l'huile pour véhicules automobiles.

Le Conseil des ministres conclut que les catégories d'entreprises concernées ne se trouvent pas dans des situations comparables.

A titre subsidiaire, le Conseil des ministres soutient que la différence de traitement dénoncée découle déjà de la loi du 10 novembre 2006 et est fondée sur un critère de distinction objectif. Cette loi poursuit un but légitime qui consiste à trouver un équilibre entre les intérêts des consommateurs et le bien-être des travailleurs dans le secteur du commerce. Les règles spécifiquement prévues pour les magasins de nuit sont dictées par le risque de nuisances causées parfois par ces magasins et répondent aux besoins du consommateur et à la nécessité de paix sociale dans la commune.

La loi du 11 avril 2012 poursuit également un objectif légitime, puisqu'elle vise à préciser la loi du 10 novembre 2006. La loi attaquée clarifie la notion d'activité principale en prévoyant que l'activité principale consiste à vendre un groupe de produits représentant au moins 50 % du chiffre d'affaires annuel. Selon le Conseil des ministres, on ne pourrait en aucun cas déduire de cette précision une volonté de supprimer des limitations.

Pour le surplus, la mesure est proportionnée à l'objectif poursuivi, selon le Conseil des ministres. L'exploitant d'un magasin de nuit peut choisir quand il prend son jour de repos hebdomadaire et, en outre, le collègue des bourgmestre et échevins (article 15) ou le Roi (article 16, § 3) peuvent autoriser une dérogation aux heures de fermeture obligatoires ou au jour de repos hebdomadaire.

Le Conseil des ministres insiste sur le fait que le législateur a considéré, dans le cadre de son pouvoir discrétionnaire, que, notamment pour les unités d'établissements dont l'activité principale consiste à vendre du carburant et de l'huile pour véhicules automobiles, le jour de repos hebdomadaire et les heures de fermeture obligatoires n'étaient pas d'application, étant donné que l'intérêt général et les nécessités économiques ainsi que les intérêts du consommateur l'exigent. Le fait que cette dérogation ne s'applique pas aux magasins de nuit n'est pas disproportionné, entre autres parce que des règles spécifiques ont été prévues en ce qui concerne ceux-ci.

A.9. Dans leur mémoire complémentaire, les parties requérantes déclarent que l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 8 mai 2014 dans l'affaire C-483/12 n'a pas d'influence sur la présente procédure étant donné que, dans cet arrêt, la Cour de justice n'a pas pris position par rapport à la question préjudicielle posée par la Cour par son arrêt interlocutoire n° 119/2012 du 18 octobre 2012 dans l'affaire n° 5232.

Les parties requérantes maintiennent le point de vue qu'elles ont exposé dans leur précédent mémoire et demandent l'annulation de la loi attaquée du 11 avril 2012.

A.10. La SPRL « Kisado », la SPRL « Jetta », la SPRL « Chiandro » et la SPRL « FRM Mobility Center Restoshop », parties intervenantes, estiment elles aussi que l'arrêt précité de la Cour de justice n'ajoute rien à l'argumentation de leur précédent mémoire qu'elles déclarent maintenir dans leurs mémoires complémentaires.

A.11. Le Gouvernement wallon estime lui aussi que l'arrêt précité de la Cour de justice n'a pas d'incidence sur la présente procédure, dès lors que la Cour s'est déclarée incompétente pour répondre à la question préjudicielle posée par la Cour. La présente affaire ne relève pas, elle non plus, du champ d'application du droit de l'Union européenne.

Le Gouvernement wallon renvoie pour le surplus à ses précédents mémoires.

A.12. Enfin, le Conseil des ministres déclare lui aussi que l'arrêt précité de la Cour de justice ne lui donne pas matière à changer son point de vue. Par conséquent, il renvoie aussi à ses mémoires antérieurs.

- B -

B.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de la loi du 11 avril 2012, qui modifie l'article 16, § 2, de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services (ci-après : la loi du 10 novembre 2006) en ce qui concerne les dérogations autorisées.

Par la loi du 10 novembre 2006, le législateur entendait réaliser un équilibre entre les intérêts des consommateurs et les conditions de travail des personnes actives dans le secteur du commerce de détail.

Dans cette optique, le législateur a, pour le commerce de détail, d'une part, prescrit des heures de fermeture (article 6) et un jour de repos hebdomadaire (article 8) et, d'autre part, prévu une série de réglementations spécifiques.

En vertu de l'article 6, c), de la loi du 10 novembre 2006, les magasins de nuit doivent être fermés avant 18 heures et après 7 heures, sauf si un règlement communal prévoit d'autres heures de fermeture.

Les articles 15 à 17 de la loi du 10 novembre 2006 prévoient des dérogations aux interdictions relatives aux heures d'ouverture.

En vertu de l'article 16, § 1er, de la loi du 10 novembre 2006, les interdictions contenues dans les articles 6 et 8 ne sont pas applicables à une série de situations de vente spécifiques, comme les ventes et prestations de services dans les aéroports et zones portuaires ouverts au trafic international des voyageurs (article 16, § 1er, d) et les ventes dans les stations d'essence ou les unités d'établissement situées sur le domaine des autoroutes d'un assortiment de denrées alimentaires générales et d'articles ménagers, à l'exception des boissons alcoolisées distillées et des boissons à base de levure ayant un volume d'alcool supérieur à 6 %, à condition que la surface commerciale nette ne dépasse pas les 250 m² (article 16, § 1er, f).

Avant sa modification par la loi attaquée du 11 avril 2012, l'article 16, § 2, de la loi du 10 novembre 2006 disposait:

« Ces interdictions ne s'appliquent pas davantage aux unités d'établissement dont l'activité principale constitue la vente des produits suivants :

a) journaux, magazines, produits de tabac et articles fumeurs, cartes téléphoniques et produits de la Loterie nationale;

b) supports d'œuvres audiovisuelles et jeux vidéos, ainsi que leur location;

c) carburant et huile pour véhicules automobiles;

d) crème glacée en portions individuelles;

e) denrées alimentaires préparées dans l'unité d'établissement et qui n'y sont pas consommées.

Il est question d'une activité principale lorsque, à l'extérieur de l'unité d'établissement, il est uniquement fait référence à cette activité, qu'il est uniquement fait de la publicité pour cette activité, que le choix des autres produits est limité et que la vente du produit ou des produits constituant l'activité principale, représente au moins 50 % du chiffre d'affaires annuel ».

Enfin, en vertu de l'article 16, § 3, le Roi peut, sur la proposition du ministre, compléter la liste des secteurs du commerce et de l'artisanat figurant au paragraphe 1er ainsi que la liste des activités principales visées au paragraphe 2.

Les parties requérantes demandent l'annulation totale de la loi du 11 avril 2012, mais invoquent uniquement des griefs à l'encontre de l'article 2 de cette loi, qui dispose :

« Dans l'article 16, § 2, de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase introductive de l'alinéa 1er, les mots ' des produits ' sont remplacés par les mots ' d'un des groupes de produits ';

2° dans l'alinéa 2, les mots ' , à l'extérieur de l'unité d'établissement, il est uniquement fait référence à cette activité, qu'il est uniquement fait de la publicité pour cette activité, que le choix des autres produits est limité et que ' sont supprimés;

3° dans l'alinéa 2, les mots ' du produit ou des produits constituant l'activité principale, ' sont remplacés par les mots ' du groupe de produits constituant l'activité principale ' ».

B.2. Les parties requérantes font valoir qu'elles sont discriminées, en tant qu'exploitantes de magasins de nuit, en ce qui concerne les heures de fermeture et le jour de repos hebdomadaire, par rapport aux unités d'établissement visées à l'article 16, § 2, c, de la loi du 10 novembre 2006, ayant pour activité principale la vente de carburant et d'huile pour véhicules automobiles (stations d'essence).

Les exploitants de magasins de nuit doivent respecter les heures de fermeture et le jour de fermeture hebdomadaire prévus par l'article 6, c), de la loi du 10 novembre 2006, alors que les stations d'essence peuvent également offrir d'autres produits dans leur boutique annexe, sans devoir respecter des heures de fermeture et un jour de repos hebdomadaire.

Les parties requérantes ne dénoncent pas une différence de traitement en ce que la loi du 11 avril 2012 remplace dans l'article 16, § 2, de la loi du 10 novembre 2006 les mots « des produits » par les mots « d'un des groupes de produits », ni en ce qu'elle remplace les mots « du produit ou des produits constituant l'activité principale » par les mots « du groupe de produits constituant l'activité principale ».

Contrairement à ce qu'allèguent le Conseil des ministres, le Gouvernement wallon et les autres parties intervenantes, les magasins de nuit et les stations d'essence sont effectivement comparables en ce qui concerne le point de savoir s'ils doivent respecter le jour de repos hebdomadaire et les heures de fermeture.

Le grief des parties requérantes selon lequel elles sont discriminées par rapport aux stations d'essence avec boutique est effectivement dirigé contre la loi attaquée du 11 avril 2012 en ce que, en raison de la suppression opérée par l'article 2, 2^o, de cette loi, de telles stations d'essence peuvent dorénavant, en ce qui concerne la vente d'autres produits en tant qu'activité accessoire, faire référence à cette activité et faire de la publicité pour cette activité, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'unité d'établissement, et en ce que le choix de ces autres produits n'est plus limité, alors que ces magasins ne sont pas soumis à des restrictions quant aux heures d'ouverture.

B.3.1. Par son arrêt n° 119/2012 du 18 octobre 2012, la Cour a posé à la Cour de justice de l'Union européenne une question préjudicielle concernant l'interprétation du principe d'égalité, tel qu'il est prescrit à l'article 6, paragraphe 3, du Traité sur l'Union européenne et

aux articles 20 et 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, combinés avec les articles 15 et 16 de la Charte précitée et avec les articles 34 à 36, 56 et 57 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

B.3.2. Pour des raisons d'économie de procès, la Cour a décidé, par son arrêt n° 113/2013 du 31 juillet 2013, de suspendre l'examen de la présente affaire, jusqu'à ce que la Cour de justice réponde à la question préjudicielle posée dans l'affaire n° 5232.

B.3.3. Par son arrêt du 8 mai 2014 (C-483/12, *Pelckmans Turnhout NV*), la Cour de justice de l'Union européenne s'est déclarée incompétente pour répondre à la question préjudicielle de la Cour constitutionnelle dans l'affaire n° 5232.

B.3.4. La Cour de justice a jugé :

« 23. [...] cette décision, tout comme les observations écrites soumises à la Cour, n'établit nullement que ledit litige présente des éléments de rattachement à l'une quelconque des situations envisagées par les dispositions du traité visées par la juridiction de renvoi.

24. En tout état de cause, en ce qui concerne l'application des articles 34 TFUE à 36 TFUE en matière de libre circulation des marchandises, mentionnés par cette juridiction, il y a lieu de rappeler que la Cour a déjà jugé, à plusieurs reprises, que ces dispositions ne s'appliquent pas à une réglementation nationale en matière de fermeture des magasins qui est opposable à tous les opérateurs économiques concernés exerçant des activités sur le territoire national et qui affecte de la même manière, en droit et en fait, la commercialisation des produits nationaux et celles des produits en provenance d'autres Etats membres (voir, notamment, arrêts *Punto Casa et PPV*, C-69/93 et C-258/93, EU : C : 1994 : 226, point 15, ainsi que *Semeraro Casa Uno e.a.*, C-418/93 à C-421/93, C-460/93 à C-462/93, C-464/93, C-9/94 à C-11/94, C-14/94, C-15/94, C-23/94, C-24/94 et C-332/94, EU : C : 1996 : 242, point 28).

25. De même, en ce qui concerne les articles 56 TFUE et 57 TFUE en matière de libre prestation des services, également évoqués par la juridiction de renvoi, il suffit de constater que la législation en cause est opposable à tous les opérateurs exerçant des activités sur le territoire national, qu'elle n'a d'ailleurs pas pour objet de régler les conditions concernant l'exercice de prestation des services des entreprises concernées et que, enfin, les effets restrictifs qu'elle pouvait produire sur la libre prestation des services sont trop aléatoires et trop indirects pour que l'obligation qu'elle édicte puisse être regardée comme étant de nature à entraver cette liberté (voir, par analogie, arrêt *Semeraro Casa Uno e.a.*, EU : C : 1996 : 242, point 32).

26. Il résulte de l'ensemble de ces considérations que la compétence de la Cour pour interpréter les dispositions de la Charte évoquées par la juridiction de renvoi n'est pas établie ».

B.3.5. Il ressort de l'arrêt C-483/12 précité que le droit de l'Union européenne n'est pas pertinent pour l'examen du moyen.

B.4. Il ressort des travaux préparatoires de la loi attaquée du 11 avril 2012 que cette loi est un compromis intervenu après concertation avec le secteur du commerce de détail.

La loi vise à remédier à l'insécurité juridique qui était née d'interprétations divergentes de l'article 16, § 2, de la loi du 10 novembre 2006 dans la jurisprudence. Il existait plus précisément une hésitation sur le point de savoir si, pour déterminer l'« activité principale », la vente des diverses catégories de produits (actuellement appelés groupes de produits) énumérées aux *litterae* a) à e) de ce paragraphe pouvait être cumulée. En outre, pour la vente d'autres produits en tant qu'activité accessoire, il existait une équivoque quant à la signification de l'exigence selon laquelle « le choix des autres produits est limité ».

Dorénavant, l'activité principale des unités d'établissement visées à l'article 16, § 2, de la loi du 10 novembre 2006 doit consister en la vente « d'un des groupes de produits » énumérés aux *litterae* a) à e) de ce paragraphe et c'est cette activité principale qui doit représenter au moins 50 % du chiffre d'affaires annuel.

Toutefois, en raison de la suppression des mots « , à l'extérieur de l'unité d'établissement, il est uniquement fait référence à cette activité, qu'il est uniquement fait de la publicité pour cette activité, que le choix des autres produits est limité et que », il n'existe plus de restriction quant à la publicité relative aux activités accessoires et quant à l'assortiment, ce que dénoncent les parties requérantes.

B.5. A l'occasion de l'amendement qui a donné lieu à la disposition attaquée, il a été déclaré au cours des travaux préparatoires :

« Il est proposé d'interdire le cumul des parties du chiffre d'affaires résultant de la vente des ' groupes de produits ' visés aux points a) à e).

La part de 50 % du chiffre d'affaires annuel est toutefois maintenue, tandis que l'interdiction de faire de la publicité à l'intérieur est supprimée.

L'adoption de l'amendement permettra d'apporter la clarté et donc de renforcer la sécurité juridique. Si la vente de l'une des catégories de produits génère des recettes représentant 50 % du chiffre d'affaires annuel, plus aucune restriction n'est imposée quant à l'offre d'autres produits et il est permis de faire de la publicité pour d'autres produits à l'intérieur du commerce » (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, DOC 53-1385/007, pp. 7-8).

Le législateur a entendu mettre fin, après une longue concertation et en tenant compte des avis de divers acteurs du secteur du commerce, à certaines pratiques commerciales dans le cadre desquelles – sans respecter le jour de repos hebdomadaire et les heures de fermeture – des produits relevant de diverses catégories de produits visées sous les *litterae* a) à e) de l'article 16, § 2, de la loi du 10 novembre 2006 étaient proposés cumulativement à la vente.

Dès lors qu'il a précisé que la moitié du chiffre d'affaires annuel doit être réalisée par l'un des groupes de produits visés aux *litterae* a) à e) respectifs, parmi lesquels la vente de carburant et d'huile pour véhicules automobiles (stations d'essence), le législateur a pu raisonnablement estimer qu'il n'était plus nécessaire de prescrire que la publicité pour cette seule activité principale devait être limitée. En outre, le législateur pouvait aussi tenir compte du fait que la condition imposant que le choix d'autres produits proposés à la vente doive être « limité » donnait lieu à une insécurité juridique.

En quête d'un compromis, le législateur a ainsi fait un choix, en permettant la vente d'un des cinq groupes de produits déterminés comme activité principale sans limitation des heures d'ouverture, qui n'est pas dénué de justification raisonnable.

B.6. Le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi rendu en langue néerlandaise, en langue française et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 9 octobre 2014.

Le greffier,

Le président,

F. Meerschaut

A. Alen